

holdinger, andre visjoner, på 20-tallet enn på 50-tallet. Både samfunnet og holdningene hadde endret seg. Bind 3 og bind 5 av arbeiderbevegelsens historie i Norge gir oss en bedre forståelse av disse endringene, særlig når det gjelder holdningene hos arbeiderbevegelsens ledende menn.

Det er god grunn til også å framheve den aktive bruk av bilder og illustrasjoner i begge bind, mange i farger, og med informativ tekst. Billedredaktør Lill-Ann Jensen har åpenbart tatt sin oppgave alvorlig, og hun har gjort en meget bra jobb.

Paul Knutsen

STEIN TØNNESSON, *Déclenchement de la guerre d'Indochine – Les Vèpres tonkinoises du 19 décembre*, Paris, L'Harmattan, 1987, 275 p.

Monsieur Tønnesson a soutenu en 1982 une thèse devant l'Université d'Oslo. Ce livre en est la traduction mise à jour. Dès sa parution, il a été remarqué des historiens français spécialistes de la guerre d'Indochine. Il est nourri, en effet, d'une large documentation archivistique, principalement française, et d'une bibliographie importante. De nombreuses notes infra-paginales confirment la qualité de ce travail. L'auteur ne cite pas des articles, sans doute publiés trop tard, comme celui de M. Devillers, «D'un *modus vivendi* à la guerre: De la prise de Haiphong au coup du 19 décembre 1946» (*Guerres mondiales et conflits contemporains*, N°148, p. 5), ou encore notre article «Indochine 1946: la guerre éclaire, décision délibérée ou accident» (*Enjeux et Puissances*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1986, p. 303). Le commandant Bodinier a donné un recueil d'archives militaires, *1944–1946 – Le retour de la France en Indochine*, SHAT, Vincennes, 1987). Les mémoires de l'amiral Thierry d'Armenieu, *Chroniques d'Indochine, 1945–1947*, Paris, A. Michel, 1985), citées en notes, ne figurent pas dans la bibliographie.

Interroger les témoins survivants est toujours utile. Ainsi, eût pu être évitée une identification discutable de cet «espion Petit», qui informa le Commandement français du coup que préparait Giap à Hanoï. Il n'était pas un «inspecteur de la Sûreté chargé du contre-espionnage». M. Rétif est un métrien, citoyen français de naissance, gros entreprenneur à Langson; il avait été requis comme spécialiste des transmissions par le commandement des Tu Vê.

M. Tønnesson étudie une courte période de trois mois: Comment responsables français et responsables Viet Minh ont-ils été amenés à une guerre ouverte, à la fin de décembre 1946? Les tensions dureraient depuis la fin de l'été 1945, mais plus d'une année les deux parties avaient évité les gestes irréversibles. A la fin de septembre 1946 même, à Paris, Ho Chi Minh et le ministre français Moutet avaient signé un *Modus vivendi*, dont les dispositions visaient à permettre la solution des conflits latents par la négociation sur place. L'auteur analyse le détail des affaires, tente d'en préciser la chronologie quotidienne, et de dégager des responsabilités. Il sait être modeste. Ainsi, à la fin de sa longue analyse de l'affaire d'Hanoï, le 19 décembre, il note que «ce qui s'est réellement passé en cette date cruelle demeure plongé dans l'ombre de l'histoire. Il semble que les parties prenantes aient toujours quelque chose à cacher. Les Français d'avoir tenu un piège, les Vietnamiens d'y être tombés» (p. 295). «Les informations dont nous

disposons ne nous permettent pas de tirer une conclusion sur l'origine de l'attaque du 19 décembre» (p. 232).

L'auteur insiste sur l'importance des décisions françaises. Le jeu adverse échappe, en effet, aux historiens, qui n'ont pas de véritable documentation Viet Minh à leur disposition sauf les télégrammes décryptés par les chiffreurs français. Plus que des responsables politiques, mènent le jeu de Hauts fonctionnaires spécialisés, ceux du COMINDO à Paris (Comité interministériel de l'Indochine), ceux du Haut Commissariat à Saïgon. Il reprend les vieilles accusations contre l'amiral Thierry d'Armenieu: Il aurait empêché tout accord durable avec Ho Chi Minh (p. 162), estimant dès novembre 1946 qu'on devait se préparer à une rupture en janvier 1947 (p. 65). Son hypothèse est que si «Moutet avait obtenu la déposition de l'amiral, début décembre, cela aurait sûrement produit grande impression sur Hanoï et probablement empêché le déclenchement de la guerre» (p. 141). Il juge que le Viet Minh était «peu pressé d'en découdre en novembre 1946» et que «la responsabilité de l'escalade de la violence» au Tonkin revient aux chefs militaires français: (p. 114) Quant au Gouvernement français, il n'a donné aucune instruction précise, le Haut Commissaire devant «se contenter d'interpréter une série de feux oranges» (p. 121).

La date initiale de cette étude empêche d'apprécier la politique française dans son ensemble. Elle a été définie et par la Déclaration du 24 mars 1945 et par les instructions données à l'amiral: Satisfaire les nationalismes culturels par l'autonomie donnée à cinq états indo-chinois, trois peuplés de Vietnamiens et deux d'éthnies non vietnamiennes, qui devaient être protégées contre leur voisins vietnamiens; lancer une politique nécessaire de développement en centralisant la gestion au sein de services techniques, financiers et économiques propres au Haut Commissariat. Un partenaire inattendu a gêné cette politique, le Viet Minh. Partout, ses agents ont mené une politique de prise de pouvoir: action de groupes armés en pays non vietnamiens, Laos et Cambodge, pays Méo du Centre-Annam ou population Nung des plateaux le long de la Baie d'Along; guérilla et terrorisme en Cochinchine, contre des gens, vietnamiens certes, mais qui ne voulaient pas de leur autorité; action sanglante contre les groupes nationalistes armés non communistes du Tonkin, que Giap fit liquider – au sens stalinien du mot – pendant que Ho Chi Minh était à Paris, dans l'été 1946.

Il faut donc tenir compte de cette volonte du Viet Minh. Elle explique que les tensions avec les Français aient été focalisées sur la Cochinchine. M. Tønnesson semble croire que ce ne fut que vers octobre 1946 que les services français se mirent à parler d'une stratégie autour de la Cochinchine. (p. 134). Dès le mois d'octobre 1945, les notes abondent sur ce sujet. On trouve dans les archives un rapport de Léon Pignon, le 25 novembre 1946, qui montre que la situation y est bloquée: la guérilla interminable et la propagande terroriste y rendent impensable l'installation de commissions mixtes, car les responsables Viet Minh n'y renonceraient jamais. Rappelons que au début de la Conférence de Fontainebleau, le chef de la délégation du Viet Minh avait paralyisé les conversations par son préalable: l'abandon du gouvernement autonome non communiste dans le Sud. M. Tønnesson signale, justement, que les Français ont cru possible de jouer de dissensions internes au groupe des leaders Viet Minh. Ho Chi Minh était vu, à Paris, comme l'homme de la négociation, comme on l'écrivit alors, dans un «gouvernement d'extrémistes qui aspirent à l'éviction totale de la France» (p. 82).

Cela faisait accepter toutes les contradictions du personnage. Il nie l'existence d'organisations Viet Minh dans le Sud (p. 81), il suspend la constitution avant toute application (p. 62), il laisse parler de moderniser le pays avec l'aide française et en même temps de généraliser l'autosuffisance, dont on sait quels en furent les résultats. A Saigon, on voyait la réalité, les morts, les menaces sur les entreprises économiques françaises du Nord. (p. 89) On savait les propos violents de Giap. (p. 113) L'image du Bon Ho Chi Minh a été élaborée par quelques officiers de Renseignement français, détachés à Hanoi avec l'autorisation de Ho Chi Minh; l'un d'eux s'y tient encore. Moutet, à Paris, a cru que Ho Chi Minh souhaiterait qu'on l'aide à se débarasser des violents. (p. 139) Le directeur des affaires politiques du ministère, Laurentin, a envoyé des instructions en ce sens. (p. 136) Même Sainteny, représentant français à Hanoi, en reçut mission. (p. 146)

Ici encore, on est gêné par le manque de recul de l'auteur. Rappelons que Ho Chi Minh a été vu, très tôt, comme l'interlocuteur nécessaire. En décembre 1945, l'amiral a autorisé Sainteny à engager des conversations, qui conduisirent aux accords du 6 mars 1946 (Thierry d'Argenlieu, *Chronique*, p. 192). Il refusa toujours les offres des services chinois de liquider le personnage. Cette attitude était générale.

L'affaire des douanes d'Hàiphong est un des points majeurs de ce livre. Les conclusions de l'auteur sont radicales: Le général Valluy, qui exerçait l'intérim du Haut Commissariat, a voulu priver «Hanoi de son port», «mettre la main sur le commerce extérieur du Vietnam» (p. 81), car «la mise sous tutelle des importations et des exportations est un des éléments majeurs d'un effort plus général pour réintégrer le Tonkin au système économique français» (p. 96). Il envisage une «conflagration générale» (p. 98), et oblige le général Morlière, après le bombardement de la ville, à présenter des «conditions inacceptables» (p. 119) Cette analyse est trop générale pour convaincre le lecteur. Valluy n'a jamais pensé à une ample politique de force. Il n'en avait pas les moyens, et il ne les aurait jamais: Son Etat-Major avait estimé à 4 ou 5 divisions de renfort les effectifs nécessaires à ce cas, ce que l'Etat-Major général de Paris ne pourrait pas dégrager. Le plan de Valluy était plus modeste: Il faut exercer une pression sur Ho Chi Minh et sur Giap pour les amener à constituer les Commissions mixtes prévues par le *Modus vivendi*, à renoncer à la guerrilla dans le Sud. Ho Chi Minh, en signant ce texte, avait accepté le principe de l'union douanière dans le cadre de la Fédération. Tant qu'elle ne serait pas instituée, les douanes relèveraient des Français. Contrôler les activités des bateaux – en fait des jonques – circulant dans les eaux tonkinoises, seraient un moyen de pression économique et politique à la fois. On a l'impression que les volumes de riz exporté et d'armes importées n'étaient pas négligeables. Tel est le sens de la formule utilisée dans le «Projet d'instruction, 23 novembre 1946», accepté par Paris sur la demande de l'amiral: appliquer «un ensemble de mesures de fermeté ayant pour but d'amener le gouvernement Vietnamien à la réalisation de l'état de fait considéré comme souhaitable pour le bien des deux peuples». (AN 457 AP)

L'analyse de la crise du 19 décembre est minutieuse. M. Tønnesson reconnaît que Giap avait préparé un coup, sous la pression des militants de base (p. 232). Pourquoi pas par conviction? Il présente une explication: «Giap lance-t-il l'attaque parce qu'il croyait que les Français allaient eux-mêmes donner l'assaut ou l'ouverture des hostilités provient-elle d'une désobéissance de ses subor-

donnés?» (p. 222). «Le mystère subsiste sur ce qui s'est passé du côté vietnamien entre 17 h. et 20 h.» (p. 232) L'opération préparée aurait été décommandée à 18 h. 45, à la nouvelle que les Français prenaient leurs dispositions, ce qui prouvait qu'ils avaient été informés. (p. 230) Sainteny n'en sort pas grand: Il était «parfaitement au courant des préparatifs» (p. 209). «Ayant constaté que l'attaque prévue pour 19 h. n'avait pas eu lieu... (il) quitte son bureau avant 20 h... A 19 heures Morlière et Sainteny se préparent à éviter l'attaque. Mais à 20 heures, ils sont surpris...» (p. 218) M. Tønnesson avance alors une hypothèse: Le drame de la nuit est le fruit d'une action d'un commando de nationalistes non communistes, le VNQDD, protégés par la Sûreté française. Aidés, du directeur vietnamien de l'usine électrique, ils y font un sabotage, qui a coupé toute l'électricité de la ville, fait croire à un coup de force, et donc causé la guerre. (p. 232–233). L'auteur sera-t-il étonné si nous lui assurons qu'il ne gagne pas la conviction du lecteur? On est surpris qu'une telle hypothèse, ne reposant sur rien, ait pu être avancée.

Voilà donc un livre stimulant. Il lui manque peut-être un certain recul. Pour les responsables français, quelle était, en 1946, l'importance du dossier tonkinois relativement à des problèmes plus pressants, plus contraignants, posés en Europe? La France n'avait pas encore de constitution, le ravitaillement y était difficile et la famine existait, le problème allemand n'était pas réglé. Alors, l'affaire d'Hàiphong était mineure, et l'auteur note lui-même qu'à Paris on n'y vit point «le risque de guerre». (p. 175) A Washington, l'on y découvrait la guerre froide, pourquoi prendre le risque de jeter la France dans le neutralisme? L'auteur d'une note envoyée de Hanoi aux responsables Viet Minh du Sud jugeait bien: la France serait ménagée «à cause de sa situation en Europe». (p. 182)

Tout s'est joué en Indochine, cela l'auteur le dit bien. Mais les choses y étaient plus complexes qu'il ne le croit, et le gouvernement d'Ho Chi Minh ne représenterait pas tout le Vietnam; à Saigon, en Cochinchine, existait une courant hostile à ces hommes du Nord; le nationalisme non communiste y était une réalité, comme la crainte des minorités indochinoises d'être conquises. Enfin, il faut tenir compte de la volonté d'Ho Chi Minh, qui, comme ses camarades de l'Europe orientale, voyait le moment venu de créer un Etat populaire, communiste, dans cette Asie du Sud-Est.

Jacques Valette

Professeur à l'Université de Poitiers (France)

MARSHAL SAHLINS, *Review of Kapten Cooks Död*, svensk översättning, Författarförlaget, Stockholm 1988

*Kapten Cooks Död* is a Swedish translation of works by the anthropologist Marshal Sahlins. It includes all of *Historical Metaphors and Mythical Realities: Structure in the Early History of the Sandwich Islands Kingdom* and three chapters of *Islands of History* (out of a total of five chapters). *Kapten Cooks Död* also includes a foreword by Lars Magnusson which gives useful information on Captain James Cook (1728–1779), the British explorer, and on Sahlins himself. The three chapters from *Islands of History* repeat some of the information from